

ATTAQUES AUTORITAIRES **RIPOSTE POPULAIRE!**

RAPPORT D'ASSEMBLÉE



26 MARS 2026
ASSEMBLÉE DE
MOBILISATION



Table des matières

À propos	3
Mot d'ouverture	3
Attaques autoritaires : droits attaqués, autonomie des groupes menacée, filet social abandonné	4
Chloé Bourbiaux pour la TROVEP de Montréal	4
Riposte populaire : convergence des luttes, diversité des tactiques et grève sociale.....	6
Julie Corbeil pour la TROVEP de Montréal	6
Moment d'échange sur les attaques autoritaires et la convergence des luttes	8
Riposte et mobilisation avec nos invité-es	10
Chantal Ide du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)	10
Hind Fazazi pour le syndicat industriel des travailleuses et travailleurs (SITT-IWW) de Montréal	11
Olivia Ungurean pour la Coalition de Résistance pour l'Unité Étudiante Syndicale (CRUES).....	12
Guillaume et Milo Milo pour la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)	13
Moments d'échange sur la riposte et les mobilisations	14
Inégalités et climat dérégulé, c'est assez!.....	17
Le gouvernement des riches nous mène dans le mur	17
Ateliers pour le 9 avril	18
Retour sur les ateliers	18
Mot de la fin et clôture	18
Pour aller plus loin	19

À propos

La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal est un regroupement d'organismes populaires et communautaires autonomes préoccupés par l'avancement de la justice sociale et la défense des droits sociaux. Les membres interviennent dans différents secteurs et ont l'éducation populaire autonome comme pratique commune.

Cette assemblée de mobilisation vise à faire un tour d'horizon des multiples attaques autoritaires des derniers mois à la population et aux contre-pouvoirs et à échanger sur la riposte populaire qui s'organise, à se mettre en action pour bâtir ensemble un mouvement large de résistance.

Mot d'ouverture

Bonjour et bienvenue!

Diana, animatrice, procède à la reconnaissance territoriale en expliquant les limites de la simple reconnaissance territoriale et de l'importance de lier cela à nos luttes sociales et décoloniales et s'inspirer de la résilience des peuples autochtones.

La TROVEP est solidaire des luttes féministes, LGBTQ+

On rappelle d'avoir une sensibilité dans les échanges pour reconnaître l'unicité des personnes présentes ici aujourd'hui.

Qui est dans la salle ?

Groupes travaillant en: défense des droits des personnes en situation de handicaps, des personnes prestataires de l'aide sociale, table de quartier, comités logement, organismes féministes, regroupements régionaux, lutte à la pauvreté, justice sociale, défense collective des droits (DCD), transformation sociale, santé, alphabétisation, cause palestinienne aussi, etc.

112 personnes de 52 organisations communautaires, syndicales, féministes, militantes, étudiantes, environnementales.

Attaques autoritaires : droits attaqués, autonomie des groupes menacée, filet social abandonné

Chloé Bourbiaux pour la TROVEP de Montréal

La montée de l'extrême-droite

On voit depuis quelques années des dirigeants d'extrême-droite se faire élire un peu partout dans le monde. Surtout, le discours d'extrême-droite est de plus en plus présent et décomplexé, ailleurs comme ici : c'est rendu banal de l'entendre des politiques, dans les médias, sur les réseaux sociaux. Il prend de plus en plus dans l'espace public en général.

On entend quoi exactement par **l'extrême-droite** : des courants de pensée qui ont des nuances mais toujours ces **4 caractéristiques communes** :

- Considérer que les inégalités sont naturelles et justifiées
- Combattre la décadence de la société (la fameux « c'était mieux avant », « on ne peut plus rien dire »)
- Revendiquer une espèce de supériorité nationale qui permet de rejeter la faute de tous les problèmes sur l'immigration et celles et ceux qui se lèvent contre eux (ennemi intérieur) tels que les "wokes"
- Avoir un projet autoritaire (se sentent au-dessus des lois et de la démocratie)

Quelles sont les **conséquences** de la montée de ces courants d'extrême-droite et leur idéologie dans la société?

- On prend des **populations pour cibles, on en fait des boucs émissaires**: personnes immigrantes (fin du PEQ), les personnes qui demandent l'asile tout particulièrement (PL71 réduction du montant de l'aide sociale, refus d'accès aux places en CPE et suppression de l'allocation enfant handicapé pour leurs enfants), on rend les populations immigrantes responsables de la crise du logement.
- les **droits acquis reculent**, en s'attaquant et s'acharnant sur des populations cibles. Ex : les femmes qui portent le voile
 - Loi 21 : sur la laïcité (interdiction du port du voile pour les fonctionnaires de l'État)
 - Loi 94 : interdiction du port du voile dans le réseau de l'éducation
 - PL9, *Loi sur le renforcement de la laïcité au QC* (élargit l'interdiction du voile au CPE et universités, interdit les pratiques religieuses collectives dans l'espace public et restreint les accommodements religieux).
- Les **mouvements sociaux et les contre-pouvoirs sont attaqués**.
- La **répression et le contrôle s'intensifient**, avec toujours plus de violence autant contre les mouvements sociaux que contre les individus.
- Racisme, homophobie, transphobie, masculinisme, capacitisme et autres **joyeusetés deviennent décomplexées, omniprésentes et légitimées**.

L'abandon sans complexe du filet social

C'est quoi le filet social? Les services publics + les programmes sociaux + le communautaire qui pallie aux manquement du filet social.

- Services publics : coupures énormes en éducation, en santé, l'État se désengage, mesures budgétaires d'austérité
- Programmes sociaux : déjà insuffisants, subissent encore des coupes (Ex : réforme de l'aide sociale, chômage assurance-emploi)
- Le communautaire : déjà sous-financé et jamais reconnu à sa juste valeur, les fondements même de son existence sont remis en question

Pour résumé : celles et ceux qui en arrachent déjà sont encore les 1ères victimes des très mauvais choix du gouvernement qui aggravent encore les inégalités!

Les projets de loi qui s'attaquent à nos droits en menaçant directement les contre-pouvoirs

- **PL7, Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires**
 - Il vise à réduire la taille de l'État en abolissant ou en fusionnant plusieurs organismes gouvernementaux ou programmes.
 - Le chapitre 4 : intègre le fonds qui finance la mission des groupes en défense collective de droits (FAACA) dans le fonds québécois d'initiative sociale (FQIS). Deux fonds très différents dans leurs vision, objectifs et fonctionnement. **Le FAACA: financement à la mission vs FQIS : financement par projet lié aux orientations du gouvernement.**
 - **Porte atteinte à l'autonomie de l'action communautaire (ACA) :** le FAACA permet aux groupes en défense collective de droits (DCD) d'exercer leur rôle critique sans crainte de représailles financières. Sans lui, nos missions et contre-pouvoirs deviennent précaires, et c'est alors toute l'ACA qui est menacée.
 - **Porte atteinte à la survie de la défense collective des droits (DCD) :** le FAACA est le SEUL fond qui finance notre mission. FAACA reconnaît que nos missions sont importantes et nécessaires pour la démocratie.
- **PL1, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec**
 - Une constitution c'est la loi des lois : quel que soit le gouvernement en place, les lois qu'il propose doivent être en accord avec ce qui est écrit dans une constitution.
 - Le PL 1 **n'est PAS une constitution :**

Une constitution doit chercher à garantir les droits fondamentaux du peuple.

Pour être légitime, une constitution doit être le résultat de consultations de l'ensemble de la population, incluant les groupes marginalisés. Ça ça a été fait sur un coin de table entre eux autres!

- Cherche à faire taire les contre-pouvoirs :

Ce PL contient des **attaques directes à la démocratie**, ex : les organismes financés par de l'argent public (nos subventions!) n'ont plus le droit de contester une loi ni de soutenir la contestation légale d'une loi.

Propose la **notion “d’intérêt de la nation”**, qui n’y est pas définie mais passe avant les droits individuels : au nom de ce que le gouvernement en place considère comme l’intérêt du plus grand nombre, pourrait supprimer droits individuels comme le droit de manifester au nom de la sécurité publique par ex.

- **PL3: Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail**
 - Oblige les syndicats à **rendre facultative une partie des cotisations qui sert à la contestation sociale**. Ex : contester une loi en cour, contribuer aux mobilisations communautaires ou étudiantes, soutenir des organismes par des dons, etc.
- **PL13, Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population**
 - Donne à la **police un pouvoir de fouille sans mandat** si elle a un motif de croire que quelqu’un a un objet dangereux en manifestation. Qu’est-ce qu’un objet dangereux ? Pour rappel, un pouvoir de fouille donne aussi les pouvoirs d’arrestation et de détention !
 - Interdit de porter **patch d’organisations criminelles, sans les nommer**. Et si les antifascistes, les écologistes ou les anticapitalistes étaient criminalisés demain?
 - Interdit toute manifestation pacifique dans l’espace public à **moins de 50 mètres du terrain de la résidence d’une personne élue**.

Et cerise sur le sundae : des élections provinciales à l’automne, avec d’ici là un ou une 1^{ère} ministre complètement illégitime pour compléter l’œuvre de la CAQ. Et on sait bien que le prochain gouvernement ne changera pas la donne!

Riposte populaire : convergence des luttes, diversité des tactiques et grève sociale

Julie Corbeil pour la TROVEP de Montréal

Régulièrement dans l’histoire des mouvement sociaux, on a vu une volonté de convergence des différentes luttes contre l’austérité, le saccage du filet social, l’aggravation des inégalités et de la pauvreté, les injustices sociales, climatiques et économiques, bref : contre les mauvais choix politiques et économiques des gouvernements néolibéraux.

Le 29 novembre, 50 000 personnes de différents mouvements sociaux ont répondu à l’appel de Faire Front (l’association des différentes centrales syndicales nationales) en participant à une manif pour dénoncer les politiques, PL, attaques aux droits et au filet social du gouvernement de la CAQ. Cette grosse mob devait servir de tremplin vers un large mouvement, il a même été question de grève sociale pour le 1^{er} mai.

Plusieurs actions et mobilisations depuis l’automne, ex :

- Plusieurs grèves syndicales : négociation de leur secteur dont employé-es de soutien de la STM
- Marche mondiale des femmes à Québec (16 000 personnes)
- Grève des groupes en DCD pour le financement, l’indexation et contre le PL7
- Journée mondiale pour la justice sociale (20 février)
- Grève de Communautaire à Boutte pour le financement des groupes communautaires
- Grève de la CRUES contre l’austérité en éducation

- 1^{er} mai : appel aux actions régionales (nos camarades en parlerons certainement)
- 2 mai : manif intersyndicale nationale à Montréal

Notre point de vue : la table est mise, on semble être prêt-es un gros mouvement de riposte et pourquoi pas, en route vers une grève sociale!

Grève sociale, on parle de quoi?

- C'est un mouvement de grève qui rassemble des groupes sociaux de différents secteurs de la société : syndicats, organismes communautaires, organisations féministes, associations étudiantes, groupes environnementaux, collectifs militants, etc.
- C'est donc un arrêt de travail et d'activités le plus large possible.

Une grève sociale porte des revendications larges qui ont une portée sociale.

- Porte sur des enjeux globaux qui dépassent les revendications sectorielles et/ou corporatistes.
- Ce n'est pas la défense d'intérêts particuliers, mais plutôt la défense du bien commun, celle du plus grand nombre, souvent désavantagé par le système politique.

But = s'opposer à des décisions du gouvernement qui vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. Dans notre contexte, ça pourrait être de refuser :

- D'accepter que nos droits fondamentaux soient bafoués, que des populations soient désignées comme bouc-émissaires
- La dégradation des conditions de vie des femmes et des plus pauvres
- L'appauvrissement général de la population et de nos organismes
- L'austérité (tarification et privatisation des services publics et des programmes sociaux)
- Les attaques au contre-pouvoir

Les différents groupes sociaux ont différentes façons de bâtir un mouvement de grève dans leur secteur, mais participer à un mouvement de grève sociale ça veut dire :

- Cesser nos activités régulières pour se consacrer à l'organisation d'actions collectives et à la mobilisation de nos membres et militant·es, de nos alliés, de la population.
- C'est un symbole fort marquant une rupture, un bris de confiance envers le gouvernement.

La grève s'inscrit dans une escalade des moyens de pression dans le but de bâtir notre rapport de force face à l'État.

4 ÉTAPES POUR BÂTIR NOTRE RAPPORT DE FORCE :

- 1. Entrer en action** : analyser le problème, choisir des revendications, identifier l'adversaire.
- 2. Créer des alliances** : rallier du monde à notre cause, propager le message et nos revendications.
- 3. Varier nos actions** : garder les gens mobilisés, ne pas lâcher, ne pas se décourager.
- 4. Augmenter la pression** : escalade des moyens de pression pour déstabiliser l'adversaire.

On ne peut pas parler de rapport de force et d'alliance entre différents mouvements sociaux sans aborder la question de la diversité des tactiques :

- Les organismes/organisations ont des cultures différentes même si on peut avoir les mêmes buts.

- Les stratégies d'actions répondent aux besoins et aux désirs des membres/militant·es des groupes.
- Les différentes formes de contestation au sein d'un même mouvement peuvent être bénéfiques pour le rapport de force et pour faire des gains.

C'est ce qu'on appelle la **diversité des tactiques** :

- **L'addition et la complémentarité des types d'action** (*Ex : rencontre avec des élu.es, lutte judiciaire, campagne de lettres, manifestation, actions de perturbation, actions de désobéissance civile, actions directes, etc.*) contribuent à mettre davantage de pression et à augmenter le rapport de force.
- Par contre, pour être efficace, cette complémentarité doit s'appuyer sur la **solidarité entre les organisations**, ça signifie de rester solidaires, d'éviter de dénoncer l'action de groupes alliés.
- Reconnaître et respecter la diversité des tactiques, c'est reconnaître **l'autonomie des organisations**.

Dans le contexte actuel, il est urgent de bâtir un rapport de force, de sortir de nos revendications sectorielles pour défendre le bien commun (nous sommes toustes attaqué·es!), on a besoin de développer nos alliances et de s'organiser ensemble! Et ça commence par se connaître et se reconnaître!

Différents groupes sociaux sont ensemble aujourd'hui pour échanger sur leurs priorités, tactiques, forces et enjeux, et, espérons, pour construire un mouvement de convergence vers la grève sociale en septembre !

Moment d'échange sur les attaques autoritaires et la convergence des luttes

Questions/commentaires de l'assemblée :

➤ Panorama intense et déprimant avec les PL au Québec et constat similaire au Fédéral (C-5 : primauté des projets miniers, industries fossiles, C-12 : attaques les communautés migrantes, modèle trumpiste de type ICE, et investissement massif dans l'industrie de la guerre).

9-10-11 avril : Congrès du Parti libéral du Canada (PLC) à Montréal, ce serait le fun de leur faire un coucou !

10 avril : action de la coalition Solidarité santé. Appel lancé !

➤ 9 avril à 17h00 : manifestation contre le projet de pipeline Marinvest avec Greenpeace et Mères au Front, au Palais des congrès, en marge du congrès du PLC.

➤ Les intérêts financiers et lobbys invisibilisent les intérêts de groupes comme le sien. Usage des médias par le pouvoir pour nuire aux actions comme les manifestations. Des personnes ne connaissent pas leurs droits.

➤ Rappel sur la création des ministères de la Santé et de l'Éducation dans les années 60 pour démocratiser l'accès à ces services. L'immigration est nécessaire pour pallier la baisse de la natalité et

manque de travailleurs en plus de la contribution sociale. Souligne l'incohérence de la posture du gouvernement.

- Il est nécessaire de s'attaquer aux paradis fiscaux pour financer les services publics.

- On joue sur la peur (la peur pour soi et pour les générations à venir). Tannée d'entendre dire que le communautaire est le filet social. Ce n'est pas le cas. Le communautaire n'est pas le filet social ! C'est l'État qui est responsable du filet social ! Le mandat du communautaire est de défendre les droits, créer des réseaux de solidarité. Le communautaire est un *plaster*. Nommons les véritables ennemis : le problème c'est le système capitaliste, colonialiste, raciste. N'ayons pas peur de le dire; le problème c'est le capitalisme ! C'est le sexisme.

- Samedi 11 avril à 11h : congrès des casseroles au Palais des congrès. On ne veut pas payer 2000\$ pour être au congrès du parti libéral alors on va être à l'extérieur.

- Le communautaire est essoufflé par manque de financement. Parallèlement les député-es augmentent leurs salaires. Une fois élu-es les député-es changent de discours. Les élections approchent, attention à qui on donne nos voix !

Beaucoup de gens connaissent mal leurs droits, l'éducation populaire y remédie. On ne sait plus ce que "démocratie" veut dire. Mais, on en a vu d'autres ! Faut continuer !

- Il y a des effets quand les étudiant-es font grève, même chose pour les syndiqué-es. Quel est l'impact relatif pour des groupes communautaires d'arrêter de s'occuper de gens qui sont dans le trouble ?

- Confusion quant au momentum. 1er mai ? Septembre ? Comment ça se passe?

- Communautaire à boutte est en grève en ce moment, voyons l'impact de ça. La CRUES est aussi en grève cette semaine, voyons ce qui se réfléchit sur le plan syndical avec le conseil central-CSN. On voit la multiplication de actions, le panel en parlera et après le panel notre travail sera de créer un momentum.

- Les multinationales font des poursuites qui découragent la capacité à se défendre, les projets de loi liberticides et qui attaquent le filet social produisent le même effet. Y aurait un outil qui nous permettrait d'empêcher ça ?

- Il y a d'autres enjeux et groupes dans une perspective de convergence des luttes: Blocus autochtones notamment au km 134, les mobilisations trans, les luttes féministes, les luttes environnementales. Projets de loi pour écraser lutte citoyenne, projets de loi favorisant l'exploitation minière comme La Loutre pour terres rares pour l'armée. Lutte à l'itinérance. Ramener luttes environnementales dans lutte sociale.

- On ne dérange peut-être pas autant que des travailleur-euses en grève, mais c'est peut-être notre rôle de bloquer des rues et d'inonder la zone de l'autre côté. Curieuse de savoir ce que la TROVEP en pense.

Riposte et mobilisation avec nos invité-es

Le 1^{er} mai s'annonce fort en mobilisation, nos 4 personnes invitées font partie d'organisations qui appellent à l'action dérangeante et à se joindre une manifestation unitaire le 1^{er} mai prochain. Elles nous présentent leur organisation, leurs moyens d'action privilégiés, les obstacles qu'elles rencontrent et leurs forces dans l'organisation de leurs mobilisations.

Chantal Ide du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)

Brève présentation :

- Le CCMM est autonome de la CSN nationale, ça permet des prises de position différentes de celles de la CSN.
- Représente 110 000 membres à Montréal, Laval et au nord, Eeyou Istchee-Baie-James.
- Le CCMM a un rôle politique et de mobilisation. Pour l'anecdote, Michel Chartrand a été président du Conseil Central. Le CCMM a pris position en faveur du peuple palestinien, et c'est grâce à l'héritage de Michel Chartrand si le CCMM peut prendre de telles positions aujourd'hui. Il se retournerait dans sa tombe si le conseil ne le faisait pas et non l'inverse!
- Le CCMM accorde beaucoup d'importance à son rôle d'éducation politique auprès de ses membres.

Campagnes en cours :

- Plusieurs batailles contre les projets de loi liberticides, particulièrement le PL3 qui représente une ingérence du gouvernement dans les affaires des syndicats.
- La campagne intersyndicale Faire Front a été initiée par la CSN. On en profite pour dire merci à tous les groupes qui ont répondu présents le 29 novembre, dont ceux ici présents!
- Un plan d'action vers la grève sociale a été adopté au CCMM. C'est déjà clair qu'il n'y aura pas de grève sociale pour le 1^{er} mai cette année. Le CCMM parle d'ailleurs de grève politique et pas de grève sociale...

Moyens d'actions :

- Le CCMM a plusieurs moyens d'action, toujours légaux bien sûr.
- Chaque syndicat membre décide des moyens d'actions qu'il veut privilégier et de l'escalade qu'il veut mettre dans leurs mobilisations.

Forces et obstacles dans l'organisation :

- Notre richesse, c'est nos membres et nos allié-es.
- Mais les 110 000 membres ne sont pas tous au même endroit concernant l'information, la prise de position et l'implication dans les enjeux politiques et de société. Par exemple, certain-es sont contre la grève sociale, d'autres chialent parce qu'on n'est pas encore en grève sociale!
- Et dans un membership d'horizons aussi diverses, tout le monde n'a pas non plus les mêmes opinions. Par exemple, certain-es sont contre le port du keffieh de Chantal à l'exécutif, d'autres militent pour la cause palestinienne.
- D'où l'importance de l'éducation politique, qui est une des forces du CCMM.

- La position du CCMM sur le droit de grève au Québec est que ce n'est pas un vrai droit de grève! Il est encadré par le code du travail qui le réserve aux travailleur·euses syndiqué·es, uniquement dans le cadre de la négociation de leur convention collective. C'est un autre obstacle important quand on parle de grève sociale avec des syndicats, qui voit ça comme une grève illégale.

Info : le parlement serait prorogé après l'élection de la 1ère ou du 1er ministre en avril. Donc, des projets de lois pourraient tomber au feuillet, ce serait une victoire d'étape mais non la finale!

Hind Fazazi pour le syndicat industriel des travailleuses et travailleurs (SITT-IWW) de Montréal

Brève présentation :

- Le SITT-IWW existe en Amérique du Nord depuis 1905. Environ 10 000 membres en Amérique du Nord, l'organisation est présente aussi dans plusieurs pays européens.
- C'est un syndicat sur une base volontaire, ouvert à tous les travailleur·euses : sans emploi, au foyer, autonomes, du sexe, étudiant·es, retraité·es, bref tout le monde qui n'est pas patron ou en position hiérarchique sur d'autres travailleur·euses.
- C'est un syndicat révolutionnaire et anticapitaliste. Le but est d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et de renverser le capitalisme pour mettre en place les bases d'un monde sans patrons dans lequel production et distribution seront gérées et organisées par les travailleur·euses, afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population et pas seulement d'une poignée d'exploiteurs et de propriétaires.
- Il n'y a pas de hiérarchie au sein du syndicat. Le SITT est 100% auto-géré, en démocratie directe et de façon égalitaire. Ce sont donc les travailleur·euses membres et directement impliqué·es qui décident des orientations, campagnes et tactiques à mettre en œuvre par le syndicat.
- Le membership et l'organisation sont sur une base volontaire et bénévole, organisation qui fonctionne par comités.
- Syndicat de type industriel : unit les travailleur·euses en fonction de leur lieu de travail et non selon leur métier. Les gens proviennent de différents secteurs à Montréal, dont le milieu communautaire comme Hind.

Moyens d'actions :

- Syndicalisme de solidarité : le IWW organise les travailleur·euses et pas l'entreprise ou le lieu de travail. Reconnait donc le syndicalisme comme l'union des travailleur·euses autour d'enjeux collectifs et pas comme une reconnaissance de l'employeur ou une certification gouvernementale.
Le syndicalisme de solidarité inclut les non-syndiqué·es.

Exemples : piqueter pour celles et ceux qui ne peuvent pas le faire légalement, dénoncer publiquement les pratiques d'un patron, tenir des assemblées publiques sur l'épuisement dans le communautaire...

- Le SITT-IWW privilégie l'action directe et le syndicalisme de combat.
- Développement des solidarités avec aussi des groupes différents d'eux.

Luttes prioritaires et campagnes :

- Campagne des wobs du communautaire “Nos burn out sont politiques” : après 2 assemblées publiques, le prochain rendez-vous c’est un quizz dans la 2^e semaine de mai.
- Campagne « Réclame ta paye » : actions directes et campagnes de dénonciation publique des patrons qui refusent de verser ce qu’ils doivent à leurs employé·es.
- Campagne « Réclame ton respect » : actions directes et campagnes de dénonciation publique des comportements inappropriés, harcelants ou antisyndicaux des patrons.
- Le SITT-IWW appelle aux actions le 1^{er} mai et coorganise la manifestation unitaire « Vers la grève sociale, solidarité et résistance populaire ». Rappel historique : la mobilisation du 1^{er} mai est née d’un mouvement de grève dans les années 1800 aux États-Unis pour réclamer la journée de travail de 8h, contre lequel la répression a été extrêmement violente et a coûté la vie à deux travailleurs.

Olivia Ungurean pour la Coalition de Résistance pour l’Unité Étudiante Syndicale (CRUES)

Brève présentation :

- la CRUES est une jeune organisation de 3 ans!
- Se définit comme une organisation syndicale combative qui regroupe des associations étudiantes aux niveaux local, régional et du soi-disant Québec. Environ 30 000 membres.
- Fonctionnement démocratique par les membres.
- L’objectif de la CRUES est de défendre les intérêts matériels, professionnels, culturels, académiques et sociaux des personnes étudiantes en construisant un rapport de force permanent face à l’État et l’élite économique.

Revendications :

- Éducation libre accessible, gratuite et de qualité. Refus du clientélisme étatique.
- Un salaire pour tous les stages.
- L’amélioration de la condition étudiante.
- Gestion démocratique des institutions d’enseignement.
- Gestion démocratique de l’économie, défense des services publics et transition écologique juste et solidaire.

Luttes prioritaires et campagnes:

- Campagne en cours contre l’austérité en éducation : sont en train de bâtir un mouvement de grève étudiante en ce moment même.
- Pour la reconnaissance des stages.
- Pour la Palestine.
- Lutte pour le financement des études, y compris pour les étudiant·es étranger·ères.

Moyens d’actions :

- Diversité des tactiques est favorisée : chaque association y va selon leurs moyens et leurs expérience politique (1 journée de grève, 1 semaine, etc.).
- Actions dites “plus artistiques”.

→ Plan de grève générale illimitée, si nécessaire. Victoire obtenue : la hausse de frais de scolarité annulée après une semaine de grève à l'UQAM!

Obstacles et forces dans l'organisation :

- L'individualisme.
- Les impératifs travail-boulot.
- Le manque de temps.
- Nos forces c'est nos solutions : cuisine collective, logement collectif. Aller au-delà de l'individualisme.

Appel à participer à la manifestation de clôture de la semaine de grève de la CRUES le 27 mars : 13h au Square Dorchester – Contre l'austérité et la précarité.

Guillaume et Milo Milo pour la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)

Brève présentation :

- La CLAC telle qu'elle existe aujourd'hui a 15 ans d'existence.
- C'est un collectif anti-autoritaire : basé sur une façon de s'organiser non-autoritaire et par consensus. Oui c'est du temps, beaucoup de discussions, mais en parlant ensemble, on se transforme. Croyance que la société de demain sera basée là-dessus. On est tous victimes d'un système d'exploitation ou d'un autre, en se mettant ensemble on va être plus fort, s'entraider et devenir meilleur.
- Ce collectif réunit des individus sur la base de la lutte contre tous les systèmes et toutes les formes d'oppressions et de dominations. Le collectif fonctionne par comités.
- Tout le monde est bénévole à la CLAC : "On s'alterne les burn-out !"

Stratégie :

- Donner des coups de pied dans le nid de guêpe et boucher les trous.
- La CLAC fonctionne avec des campagnes récurrentes et des campagnes ciblées.
- Le choix des campagnes ciblées se fait selon les enjeux qui sont peu ou moins traités par d'autres organisations cette année-là. Par exemple, c'est arrivé de faire une campagne contre la COP-15 parce qu'il n'y avait rien d'organiser là-dessus par d'autres.
- Quand une manière de s'organiser ne fonctionne pas, ils en trouvent une autre.
- Anticapitalisme au cœur de la stratégie et des luttes : "On veut construire une société meilleure sur les cendres du dernier Walmart".
- C'est important de nommer la cause des problèmes. Ex: problème migratoire lié à l'exploitation des gouvernements qui pillent les ressources ailleurs, forçant des gens à se déplacer ici et subir du racisme.

Campagnes actuelles récurrentes :

- Soutien et autodéfense juridique : pour les personnes arrêtées en manif, soutien et fonds de solidarité pour les frais.
- 1^{er} mai anticapitaliste

Moyens:

- Action directe.
- Respect de la diversité des tactiques.

- Production de matériel d'information et d'éducation : zines, journaux, podcasts, collants, etc.
- Projections de films, assemblées publiques
- Ateliers : anticapitalisme, sécurité en manifestation, action directe, autodéfense juridique, etc.

Obstacles et forces dans l'organisation :

- Quand tout le monde tire sur son bord de la couverture!
- L'organisation par consensus est une force, même si c'est long.

Pour le 1^{er} mai qui s'en vient, la CLAC participe à la convergence temporaire de différents groupes dans le but de créer des alliances. **On vous invite à “faire ce que vous voulez pour le 1er mai ! Laissez parler votre cœur !”**

Moments d'échange sur la riposte et les mobilisations

Questions/commentaires de l'assemblée :

➤ Parle en tant que femme immigrante et de celles forcées de prendre des emplois sous-payés en l'absence de reconnaissance des diplômes. Coût de la vie (nourriture, transport, logement): propose d'aller dans les centres d'achat, sit-in et crier notre colère ! particulièrement sur la cherté de la nourriture.

Réponse de Hind (SIIT-WW) : Invitation à rejoindre l'IWW, qui agit sur la question des emplois sous-payés. Besoin de plus femmes issues de la diversité dans la militance.

➤ Annonce que le FRACA organise une fête solidaire des résistances populaires le 1er mai en amont de la manifestation.

➤ Par rapport aux personnes immigrantes temporaires agricoles, sans eux on ne mangerait pas. Film à l'ONF là-dessus.

Réponse de Chantal du CCMM : Réseau aide aux travailleurs temporaires RATTMAQ tient un kiosque à l'aéroport pour informer sur les droits. Film “Richelieu” avec Marc-André Grondin comme outil de sensibilisation.

➤ Quelles organisations syndicales appuient la grève sociale ? et est-ce soutenu par les milieux communautaires ?

Chantal du CCMM: Juste le Conseil central qui a appuyé la grève sociale. Grève illégale est un terme à proscrire, car c'est la bourgeoisie qui décide qu'une grève est illégale.

TROVEP: Présentement le mouvement de grève Communautaire à boutte est en grève, la CRUES aussi, plusieurs se mobilisent déjà. Un mouvement de convergence/de grève sociale se bâtit tout le monde ensemble, pour converger vers une grève sociale pourquoi pas à l'automne?

➤ Souci sur la priorisation d'actions et des luttes, souci de voir une lutte priorisée au détriment de la lutte anticolonialiste ou féministe. + Souci de responsabiliser la société civile quant à son rôle et pouvoirs.

➤ En colère contre les systèmes de domination, les féminicides, la pauvreté. Que peut-on faire pour casser ces dominations ?

➤ Invitation à visiter le calendrier d'actions du 1^{er} mai et à signer l'appel de PREMIERMAI (113 groupes ont déjà signé dont 55 groupes communautaires).

Hind souligne que le 1er mai est souvent lié à des brutalités policières.

Olivia de la CRUES : souligne que le but de cette répression policière est de faire peur et d'empêcher d'agir. La solution contre la peur : se mettre ensemble avec d'autres personnes qui ont peur.

Guillaume de la CLAC : a un comité de défense juridique. Le dernier souper-bénéfice a récolté des milliers de dollars pour soutenir les accusés de l'an passé.

➤ Hâte à une vraie grève ! Pour l'instant, plein de petits groupes. On gagne à se mettre tous ensemble. Faut soutenir la CRUES, toute jeune, mais justement ce sont les jeunes qui vivront les conséquences des décisions politiques d'aujourd'hui. Sa référence en matière de grève sociale = mai 68 en France ! On s'épuise à multiplier des actions par petits groupes.

➤ Accompagné par plusieurs personnes en situation de handicap et certaines actions directes font peur. Comment nos militant-es peuvent aller plus loin dans leur militance, en se sentant en sécurité?

Réponse de Hind : le IWW a une nouvelle rampe d'accès. Bienvenue dans nos locaux, nos ateliers et nos actions ! Les actions sont réfléchies à être accessibles (métro accessible à proximité par exemple) Possibilité de créer des comités de travail pour l'accessibilités de toutes les personnes.

Réponse de la CLAC : on a des idées pour des actions directes adaptées aux personnes en situation de handicap. Raging Granies, groupes de grands-mères qui utilisaient leurs faiblesses physiques pour compliquer les interventions policières. Tout le monde a sa place dans la lutte et dans l'action directe.

➤ Question d'éclaircissement au sujet de la prorogation possible du Parlement à l'élection de la ou du 1^{er} ministre.

Réponse de Chantal du CCMM : Rumeur pas mal fondée sur suspension des travaux après élection chefferie CAQ. Donc entre avril et septembre, augure bien. Rumeur Jolin-Barrette passerait au PQ, donc nécessaire de rester vigilant.

Olivia de la CRUES : Nous on va grèver le 1er mai ! Et venez manifester le 27 mars au Square Dorchester!

Après la pause du dîner: retour sur les discussions du matin par Diana

On sent bien dans la longévité des mouvements sociaux que face sentiment de peur présent, il y a une nécessité de réagir par l'action collective et de se mettre ensemble. Pour ça il faut prendre le temps nécessaire qui permet d'aller plus loin.

Mot du MÉPACQ : un mandat a été voté par leurs membres pour mouvement de résistance et de convergence pour septembre, autour du 25 septembre dans la foulée des mobilisations pour la justice sociale et climatique. Ce sera un appel à organiser des actions régionales.

TROVEP : ne pas oublier les élections d'octobre. Oui il y a le 1er mai (FRACA organise la fête solidaire des résistances populaires, PREMIERMAI organise une manif unitaire et appelle aux actions autonomes). ET il faut s'organiser pour l'automne, parce que c'est l'hécatombe, faut réagir et septembre c'est après-demain!

➤ La montée du fascisme préoccupe. Aujourd'hui on est dans une bulle. Le front commun il faut le bâtir. Comment contaminer les autres secteurs et les différentes cultures de travail? Faut que le discours sorte d'ici. Comment bâtir notre vocabulaire, notre discours pour contrecarrer le discours fascisant ?

➤ Question de précision sur le PL-13 sur la sécurité publique et le sentiment de sécurité : c'est bien un projet de loi pour l'instant, il n'est donc pas en vigueur.

➤ Détails sur l'action du FRACA ? Sera en amont de la manifestation du 1er mai, Square Victoria, à proximité. 16h-18h approx. Sera un évènement familial, nous sommes en lien avec les camarades du 1er mai.

➤ La grève sociale, pourquoi c'est en septembre, pourquoi pas avant ?

TROVEP : pour faire front commun, être cohérent, l'organisation prend du temps. Il y a l'été qui arrive aussi et on a besoin de l'été parce qu'on est en burn-out.

la CLAC : l'évènement **Rafale** organisé par l'ORA se tiendra les **27-28-29 mars**, il y a des liens à faire avec le communautaire. Invitation à venir se rencontrer, pour pouvoir se connaître et se reconnaître.

Comment on arrive à l'automne avec un mouvement de grève sociale, le FRAPRU qu'en est-il ? Le FRAPRU a un mandat de grève pour le 1er mai, vers la grève sociale.

➤ Souligne la difficulté à comprendre les projets de loi et encore plus de les expliquer dans les groupes. Est-ce qu'il y a moyen d'interpeller les élu-es là-dessus ? Leur dire que c'est pas nous qui sommes niais, ce sont eux qui ne sont pas clairs et ce, délibérément.

➤ On constate un climat propice à déterminer une date pour faire grève sociale, on est rendu là pour ne pas multiplier des actions qui ne fonctionnent pas. Ça nécessite une paralysie générale en nombre. Applaudissements!

➤ Cette grève du communautaire n'est pas la 1ère. On est créatif. Être en grève ne veut pas dire être fermé, ça peut vouloir dire être ouvert pour de l'éducation populaire sur le pourquoi on fait mouvement. Être en grève = parler de ce qui nous met en tabarnak

➤ On doit catalyser les forces des gens en présence. Voir où les gens veulent aller et ce qu'ils et elles peuvent et veulent faire.

➤ Légitimer la colère en se mettant tous ensemble. Propulser ce message-là à l'extérieur de nos cercles, nos militant·es sont des agents de propagande.

➤ Les élections nourrissent le cirque, on reproduit les mêmes débats qui nourrissent le cynisme. Les politiciens ne nous représentent pas, alors on prend la rue!

➤ Fin septembre c'est organisé par qui, le FRACA?

→ Réponse du MÉPACQ : ça sort des réflexions du MÉPACQ. Pas plus précis pour l'instant qu'une volonté de convergence car c'est ça la convergence, un partage des pouvoirs, ce n'est pas porté exclusivement par X, Y, Z.

Inégalités et climat dérégulé, c'est assez!

Le gouvernement des riches nous mène dans le mur

Inégalités et climat dérégulé, c'est assez!

Il s'agit d'une campagne du Mouvement d'éducation populaire et d'actions communautaires du Québec (MÉPACQ), le regroupement national des tables d'éducation populaire comme la TROVEP, sur le justice sociale et climatique.

2 revendications :

1. **Bannir les énergies fossiles** en s'assurant d'une transition juste et inclusive pour les communautés et les travailleuses et travailleurs.
Parce que les gaz à effet de serre (GES) issus de la combustion des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) sont principalement responsables du réchauffement climatique qui cause les dérèglements/changements climatiques.
2. **Taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans le filet social**, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.
Parce que les conséquences des changements climatiques aggravent la pauvreté et les inégalités, détériorent les conditions de vie et menacent les droits. Pour faire face aux crises il faut un filet social juste et fort, accessible sans discrimination pour répondre aux différents besoins de la population. Et comme ce sont les riches (entreprises, banques, etc.) qui se sont enrichis en dégradant l'environnement et en exploitant, ce n'est que justice qu'ils paient pour protéger la population des conséquences.

Il n'y a pas de justice climatique sans justice sociale, autrement dit : « fin du monde, fin du mois, même combat ! mêmes responsables! »

9 avril : Journée d'actions et d'éducation populaire autonome pour la justice sociale et climatique pour les 11 tables régionales du MÉPACQ

Thème : le gouvernement des riches nous mène dans le mur!

Les inégalités augmentent, la planète brûle et les crises se multiplient et s'intensifient.

Alors, qu'on devrait virer à gauche et renforcer notre filet social et nos actions pour stopper les dérèglements climatiques, nos gouvernements tournent encore plus à droite, ce qui ne fait qu'aggraver les crises actuelles.

On fonce dans le mur. Notre gouvernement continue d'être plus à l'écoute des gens d'affaires que des besoins de la population.

Pendant ce temps le gouvernement :

- Donne des permis de polluer à des multinationales pendant que notre environnement se détériore
- Accorde plus de droits aux propriétaires pendant une crise de l'abordabilité des logements
- Offre des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises pendant que l'épicerie coûte de plus en plus cher

- Se vote des augmentations de salaires pendant que le chèque d'aide sociale ne permet pas de vivre dans la dignité
- Attise la haine contre les immigrants plutôt que de renflouer réellement notre filet social
- Etc.

Petit rappel nécessaire :

Le 9 avril est dans exactement 2 semaines, qui inclut le congé de Pâques de 2 jours.

Il est important donc de penser FACILE et réaliste avec les forces et énergies présentes !

Nous voterons à main levée après la présentation des 3 actions possibles pour le 9 avril.

On présente les 3 propositions d'actions possibles et l'assemblée passera au vote avant de se séparer en groupes-ateliers :

Les groupes et personnes ici présentes aujourd'hui vont décider de l'action et la planifier mais bien sûr après chacun-e peut mobiliser son réseau, c'est même fortement encouragé!

VOTE à majorité pour une action de blocage.

Les autres actions peuvent être en appui.

Ateliers pour le 9 avril

Il y a 3 ateliers :

Un **atelier « comité organisateur »** : pour les personnes certaines d'être présentes à l'action le 9, qui décideront de l'actualisation concrète de l'action choisie.

Un atelier pour travailler sur des **actions de soutien alternatives** : si pour une raison ou une autre vous ne pouvez pas participer à l'action choisie au vote, vous pourrez dans cet atelier réfléchir à des alternatives qui permettront à votre groupe et vos membres de prendre part au 9 avril.

Un ou plusieurs ateliers de **fabrication des briques du mur** : bricolage et créativité !

Retour sur les ateliers

TROVEP: les ateliers ont été pensés avec moins de personnes inscrites, mais finalement c'est un bon exercice de processus décisionnel collectif par consensus. Sert de laboratoire en somme!

Merci à vous, parlez-en autour de vous!

Mot de la fin et clôture

Ça va être le fun !

En rafale :

→ demain, 13h manif de la CRUES.

→ 1er mai : aller signer l'appel sur premiermai.info + vous êtes invité-es à faire des actions + venez participer à la Fête de résistance populaire du FRACA + et joignons-nous ensuite à la manif unitaire + et le lendemain à la manifestation intersyndicale.

→ pour septembre, il y aura des partages en ce sens bientôt.

Invitation à partager commentaires, demandes de mises au point, etc.

➤ Merci pour l'atelier et merci aux groupes. Apprécié pis on lâchera pas !

L'assemblée est levée à 16:21.

Pour aller plus loin

[Présentation sur la conjoncture](#) politique et sociale actuelle

Pour mieux comprendre les enjeux liés au PL7 pour la défense collective des droits (DCD) et l'action communautaire autonome (ACA) :

[La défense collective des droits dans la mire](#)

Pour reconnaître, contrecarrer et s'organiser face aux discours d'extrême droite :

[Démystifier l'extrême droite](#)

[Les idées c'est comme les fruits ça pourrit](#)

Pour mieux comprendre les enjeux liés au PL1 (projet de constitution du Québec) :

[Outil napperon](#) pour vulgariser les enjeux

[Capsule vidéo "PL1 : un coup de massue dans les fondations de l'État de droit"](#). 7 minutes qui ne seront pas perdues c'est promis!

Pour mieux comprendre les enjeux liés au PL3 (et les mesures antisyndicales) :

la page [Faire Front et sa foire aux questions](#) sur le PL3

[Dépliant Répondre au beau frère](#)

Pour mieux comprendre les enjeux liés au PL13 (atteinte au droit de manifester):

[Lettre ouverte "Projet de loi 13 - Non aux limites au droit de manifester"](#) à lire et signer comme organisation à l'appel de la Ligue des droits et libertés (LDL) et de l'Association canadienne des libertés civiles.

C'est quoi donc ça une grève sociale? :

[Petit guide](#) de la Coalition Main Rouge

Et enfin si vous avez encore **soif de transformation sociale et envie d'approfondir ce qu'est une grève dans le communautaire :**

[Solidairement!](#) d'automne 2021, le bulletin de mobilisation de la TROVEP Montréal